

## BULLETIN d'INFORMATION numéro 6 – 29 septembre 2018 morceaux choisis autour de l'Islam Politique, d'ici et d'ailleurs



*Est-ce la société dont nous rêvons ?*

Pendant que l'Islam Politique gangrène notre société, les militants laïques continuent à défendre le vivre-ensemble. Mais ils ne sont guère aidés par les élites politiques qui trouvent beaucoup plus facile de flatter et de financer les organisations communautaires en fermant les yeux sur la pénétration des Frères Musulmans et des Salafistes. Quand un rappeur islamiste veut souiller la scène du Bataclan avec ses élucubrations, c'est pratiquement silence radio, car « *il n'y pas de trouble à l'ordre public* ». Mais la mobilisation citoyenne (dont la nôtre) a fait reculer le rappeur Médine, et nous en sommes fiers. Malheureusement, cinq des six députés et les trois sénateurs du Loiret, que nous avons interpellés, sont restés prudemment aux abonnés absents. Seule **Stéphanie Rist** nous a répondu « *je ne souhaite pas en tant que députée, prendre position sur les concerts de Médine au Bataclan* ». Nous n'oublierons pas.

Le dernier rapport de l'Institut Montaigne, la « *Fabrique de l'Islamisme* » - qui n'est pas l'oeuvre de « *laïcards* » - a été dirigé par *Hakim El Karoui*, conseiller de Macron ; il dresse un constat accablant qui légitime l'action de notre association VRO45. A la réunion de rentrée de VRO45, le 27 septembre, nous avons décidé d'un programme de travail pour les mois à venir. Nous allons continuer à alerter nos élus (de la Métropole et du Département) et les responsables publics sur des faits précis d'infiltration des fréro-salafistes, et leur proposer des outils pour les contrer. Nous allons élargir nos investigations au commerce halal, qui connaît une extension inquiétante dans la Métropole. Nous allons étendre, à l'aide de notre nouveau site internet, le réseau de nos adhérents et sympathisants. Et nous continuerons d'alerter nos concitoyens, par ces Bulletins d'Information et des Conférences-Débat qui soient à la hauteur des enjeux, sans haine ni faux-semblants.

Trois commissions vont être constituées au sein de VRO45 : sur l'entrisme fréro-islamiste dans les associations (sans oublier les clubs sportifs) et à l'Université Orléans-la Source ; sur le halal ; et sur nos rencontres avec les élus et les responsables publics. Si vous souhaitez participer à ces commissions, prenez contact avec nous par mail. Comme le disait le Général de Gaulle en 1952 « *On peut camper sur une position en attendant la soupe, mais on ne peut remporter la victoire sans combattre. Ceux qui ne voulaient pas combattre sont allés à la soupe.* » Et la soupe islamiste n'est pas très appétissante...Il est temps de nous engager.

---

### MONIQUE et MATHIEU : à propos de Médine au Bataclan

*Monique Plaza 22 septembre*

*[https://www.facebook.com/monica.art.79?ref=br\\_rs](https://www.facebook.com/monica.art.79?ref=br_rs)*

Allons-nous laisser les communautaristes musulmans et islamistes détourner de leur sens les luttes légitimes que nous menons pour défendre les valeurs républicaines et laïques de notre pays ? Non, messieurs, nous ne sommes ni de droite, ni de gauche (extrême ou modérée), **nous sommes des citoyens français de tous horizons** qui ne supportent plus que les règles et les lois de notre pays soient dictées, infléchies par des militants islamistes. Ils détournent et tordent nos valeurs et principes pour les adapter à leurs désidératas qui contredisent notre pacte républicain. Nous avons mangé suffisamment le pain noir et aigre de la repentance, de la culpabilité, de la pénitence parce que nous

serions des «*vilains Français, blancs, colonialistes, esclavagistes, racistes, islamophobes*», qui devraient baisser la tête et fermer leur gueule quand ils voient des quartiers se transformer en territoires séparés, où la mixité sociale et culturelle qui fut longtemps, bon an mal an, propre à la France, se transforme en bariol chaotique que les groupes les plus totalitaires et agressifs contrôlent en y imposant leurs règles claniques, machistes et obscurantistes.

Le groupe Eagles of Death Metal, qui avait été victime de l'attentat du Bataclan, avait voulu revenir jouer. La Direction du Bataclan le refusa car les opinions exprimées par le chanteur du groupe lui avaient déplu. Qui a défendu les Eagles of Death Metal? Y a-t-il eu des polémiques, des pétitions pour demander qu'ils reviennent au Bataclan pour réécrire une page de son histoire en hommage aux victimes? Pour défendre leur liberté d'expression? Non. Et voilà que cette même Direction décide d'imposer un rappeur qui n'est intéressé que par une chose : faire SON Bataclan. Encore heureux qu'il ait condescendu à condamner les attentats! Il n'aurait plus manqué qu'il ne les condamne pas! Mais cette condamnation n'est pas un laisser passer pour le Bataclan, M. Médine, avec vos Djihad, vos laïcards à crucifier, vos quenelles, votre Havre du Savoir et nombre de vos fans qui détestent la France et trouvent dans vos paroles de quoi alimenter cette haine. Il a fallu batailler pour que la Direction du Bataclan entende à quel point son «*deux poids deux mesures*» était inadmissible. Qu'elle comprenne sous la pression que Médine n'avait pas sa place au Bataclan. Et les islamistes, comme à leur habitude, de vouloir faire la loi. De chouiner, de tempêter, d'insulter, de revendiquer, avec l'aide zélée de leurs idiots utiles qui haïssent la France et sont pour la plupart stipendiés au service des Frères Musulmans. Il y en a vraiment marre.

**Mathieu Bock-Côté : «Médine déprogrammé du Bataclan : enfin !»**

<http://premium.lefigaro.fr/vox/societe/2018/09/21/31003-20180921ARTFIG00414-mathieu-bock-cote-medine-deprogramme-du-bataclan-enfin.php>

En juin dernier, on apprenait que le rappeur Médine entendait se produire au Bataclan. Spontanément, le commun des mortels y a vu une provocation en forme de profanation particulièrement odieuse de la part d'un homme chantant la haine de la France et la «*crucifixion des laïcards*». Depuis le 13 novembre 2015, le Bataclan n'est plus simplement une salle de spectacle: c'est un monument aux morts, un lieu sacré, pourrait-on dire, en empruntant les catégories de Régis Debray. C'est pour cela qu'il était visé. Ce spectacle ne pouvait pas avoir lieu à cet endroit. Hier, après une polémique de plusieurs mois, et en partie suite à l'annonce d'une action en justice engagée par des familles de victimes de l'attentat, on apprenait enfin qu'il se tiendrait ailleurs.

Comment certains ont-ils pu croire qu'un tel concert était possible? L'histoire est parlante et mérite d'être examinée. Dès juin, après les premières manifestations d'indignation contre la tenue de ce concert, les gardiens du politiquement correct se sont fait entendre. Ils se firent les exégètes du «poète» en expliquant que Médine, dans ses chansons, voulait dire exactement le contraire de ce qu'il disait. Les benêts s'en indignant seraient victimes d'un esprit au premier degré. D'autres voulurent **transformer Médine en symbole de la liberté d'expression**. C'est justement parce que sa parole heurterait nos convictions intimes qu'elle serait précieuse. Médine nous forcerait à honorer nos propres valeurs. Lui-même reprendra ce discours en dénonçant l'emprise de «l'extrême droite» sur le débat public. Comme d'habitude, on serait tenté d'ajouter: la société diversitaire «xénophobise» automatiquement ceux qui la contredisent. Le multiculturalisme inverse encore les codes de l'intégration. Ce n'est plus l'islamisme qui cause problème mais le refus de le banaliser.

Un formidable retournement des rôles s'opérait: dans cette controverse, l'islamisme s'est présenté comme le gardien de la société libérale, menacée par la tentation du repli identitaire qui serait la véritable menace contre la France. La manœuvre est grossière mais étonnamment, elle fonctionne, comme on peut le voir, au-delà du cas particulièrement outrancier de Médine, avec les débats qui entourent le voile ou le voile intégral. Il s'agit chaque fois de maquiller une revendication communautariste assez radicale en droit fondamental relevant des seules préférences individuelles. Au bout de cette logique, l'ouverture au niqab et à la burqa devient même le symbole ultime de la logique des droits de l'homme et de l'ouverture à la diversité. Chaque fois la méthode est la même: **l'islamisme instrumentalise les droits de l'homme en les retournant contre la civilisation qui en a accouché**. Il parvient ainsi à condamner à l'impuissance les sociétés qui voudraient réagir contre lui.

Alors qu'il faudrait voir dans l'islamisme la figure de l'ennemi, le multiculturalisme nous invite à n'y voir qu'un élément particulièrement actif de la diversité. L'islamisme entend soumettre le monde occidental à ses ambitions: ce n'est plus l'islam qui doit s'adapter à l'Occident mais ce dernier qui doit s'y soumettre. Le monde occidental, pour l'islamisme, devient une terre de conquête qu'il faut humilier systématiquement. On voit là l'effet du dévoiement fondamentaliste des droits de l'homme, qui «pathologise» l'instinct de survie du monde occidental et le disqualifie moralement. Si les droits de l'homme sont essentiels dans la civilisation occidentale, on ne saurait s'en contenter pour la définir. Les nations ne se maintiennent pas seulement par leur adhésion aux droits de l'homme mais peut-être surtout par leur langue, leur culture, leur mémoire, leurs mœurs: qui la vide de ces éléments la condamne à une existence asséchée et rabougrie. **Une nation exige aussi une part minimale de loyauté politique**. Comment considérer ceux qui défient aussi ouvertement son existence?

Le bon sens vient donc de l'emporter. Heureusement. Mais cette victoire n'a rien d'un triomphe et a un goût amer. Ils furent peu nombreux dans le paysage politique, médiatique et intellectuel à mener cette bataille, laissée pendant un temps à la mouvance identitaire, comme si on abandonnait aux marges radicales le monopole du combat frontal contre l'islamisme. Les élites politiques, elles, semblent absentes, comme s'il fallait réduire l'événement au statut de

fait divers. Il y a pourtant des limites à faire semblant de ne rien voir. Passait encore qu'on refuse d'en appeler à son interdiction, même si les pouvoirs publics ne se montrent pas toujours aussi pudiques lorsque vient le temps de censurer ceux qui contredisent le dogme diversitaire. Il y a des choses qu'on ne devrait pas avoir à interdire pour qu'elles ne se fassent pas. C'est normalement la fonction de la décence.

### **Céline Pina 24 septembre : UN EXEMPLE d'ENTRISME**

<https://www.facebook.com/celine.pina.1>

Au planning familial des Bouches-du-Rhône, on se bat pour le port du voile et on défend la liberté d'exciser les petites filles. Une dérive liée à un entrisme islamiste qui n'est hélas pas limité au Planning familial du 13 mais qui touche l'ensemble de l'association, laquelle connaît une lutte interne difficile entre ceux qui veulent la noyauter pour mieux la dévoyer et ceux qui en défendent les valeurs. Cet entrisme islamiste ne date pas d'hier dans le monde syndical, politique et associatif. Il a malheureusement réussi à atteindre nombre de cibles emblématiques et a ainsi fait main basse, ou a une forte influence, sur de nombreuses associations laïques, féministes, LGBT, liés aux droits de l'homme ou d'éducation populaire: LDH, Ligue de l'enseignement, Libre pensée, Act Up, le Planning familial... Tous ont fait ou font l'objet d'un entrisme agressif et les islamistes ont déjà ou sont en train de remporter la bataille du pouvoir. Le dernier exemple étant Act Up. Les islamo-gauchistes et leurs alliés racistes qui se disent racialisés ont gagné. Résultat: ceux qui furent des activistes de la lutte contre le sida et se firent connaître par leur intransigeance, demandent aujourd'hui aux homosexuels, confrontés à Tours à des agressions homophobes commises par des migrants, d'être « plus tolérant » car on ne peut exiger que des personnes dont la culture est homophobe s'abstiennent d'exercer leur violence sur notre sol. Il est donc demandé aux gays d'être prudent et de laisser la barbarie s'exprimer en toute impunité, seul moyen de prouver sa « tolérance ». C'est la même dérive qui est à l'oeuvre au Planning familial. Dans une communication relayant l'idéologie islamiste, l'excision devient un choix et le voile qui symbolise l'infériorité de la femme, l'impureté de son corps et sa réduction à une fonction sexuelle, une liberté. Le tout avec nos impôts car le Planning par exemple est largement subventionné par les pouvoirs publics. **Nous finançons donc par le biais de la solidarité nationale une propagande contraire aux fondamentaux de notre société** et qui attaque les bases de notre contrat social. A nous contempler, frères musulmans et salafistes doivent doucement ricaner. Mais ce n'est encore que la partie émergée de l'iceberg.

En effet, si les alliés objectifs des islamistes guignent ces associations, c'est moins pour mettre la main sur des financements publics en les détournant de leur objet, que pour la respectabilité que ces grandes associations (devenues des marqueurs moraux) confèrent, pour la puissance morale qu'elles donnent, pour les entrées dans les institutions et les médias qu'elles procurent et pour le pouvoir d'influence dont elles disposent. En effet, quand vous vous présentez avec le titre ronflant de présidente de la LDH ou de responsable du Planning familial, vous êtes crédités d'emblée d'une position morale supérieure: vous ne pouvez agir que pour la bonne cause et votre parole est supposée pure et désintéressée. Elle fait autorité et la contester, c'est se placer dans le camp des méchants. Et avant que quiconque ne réagisse, grâce à la marque associative qui vous couvre de son aura, vous pourrez défendre le pire et introduire dans le débat public votre propagande avec plus ou moins de bonheur selon votre habileté. **En plus, en cas d'attaque vous pourrez hurler au fascisme!**

Mieux encore, vous pourrez en toute impunité pervertir l'objet de l'association tout en conservant vos entrées dans toutes les institutions. Et notamment là où l'on forme de jeunes esprits, à l'école ou à l'université. En effet, une mairie ou un conseil départemental ou régional qui ose demander des comptes à la LDH ou au Planning prend un risque politique, d'abord de voir son opposition lui faire des procès en racisme, sexisme ou « islamophobie », de voir une partie des élites, trompés par l'aura de la marque, hurler au déni de démocratie et une certaine presse relayer ces fausses interprétations faute de ne jamais rien vérifier. Résultat: on vient de constater le Planning du 13 est habilité à intervenir dans les établissements scolaires et est massivement subventionné par le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône notamment, alors qu'il défend... le voile et l'excision.

Et je crains que **la situation ne soit similaire dans bien des départements, des régions comme au sein des ministères**. Il est donc plus que temps de remettre à plat les liens entre institutions et associations et d'évaluer strictement les associations partenaires de l'Etat voire opératrices pour l'Etat. Un petit exemple pour évaluer le niveau d'urgence: la Ligue de l'Enseignement, qui connaît une dérive similaire à celle du Planning, a un rôle important au sein du service civique que l'on présente comme la panacée à tous les problèmes de la jeunesse et à qui l'on veut donner un rôle plus important dans la formation du citoyen.

Nos élus, notre gouvernement sont censés garantir la conformité de nos institutions avec nos lois, moeurs, principes et idéaux. Pour cela il faut contrôler ceux à qui on délègue des missions de service public, comme le Planning familial, sanctionner sans délai les dérapages et en faire la publicité. Il faut que se vendre aux islamistes ou aux racistes qui se disent racialisés entraîne la perte du tout soutien et de tout financement public. C'est seulement en assumant ce rôle que les politiques retrouveront leur rôle et ne seront plus l'objet de la défiance de leurs concitoyens. C'est possible. La région Ile-de-France le fait par le biais notamment de **la charte de la laïcité qu'elle a mis en oeuvre**. Et de beaux lièvres ont été soulevés lors de cette mise à plat. On attend maintenant avec impatience les réactions politiques à ce scandale. En local comme au national.